



PHOTOPROQUEST FRANCE/MAKPPP

Le ministre de l'Intérieur a donné le coup d'envoi de la structure Demeter en décembre, en même temps qu'il lançait des observatoires départementaux de l'agribashing.

Ces structures ont ouvert la voie à l'intimidation de ceux qui luttent pour un changement du système agricole.



GOUVERNEMENT. UNE MOISSON DE COLÈRE CONTRE LA CELLULE DEMETER

Lancée en décembre par Christophe Castaner, la cellule de gendarmerie Demeter a pour mission de prévenir les actes crapuleux commis à l'encontre des exploitations agricoles... ainsi que les actions de contestation politique, s'alarment militants paysans et écologistes.

Elle visait à ramener la paix : pour l'heure, elle a l'art de générer du conflit. Créée en octobre 2019 par la Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), la « cellule nationale de suivi des atteintes au monde agricole », dite cellule Demeter, est une hache de guerre déterrée entre agriculture intensive et partisans d'une voie alternative. La première la revendiquait, par la voix de la FNSEA, syndicat majoritaire dans le secteur. Les seconds la dénoncent comme un outil de criminalisation des actions militantes. Il faut dire que Demeter a

de quoi dérouter : sa mission vise tout autant à prévenir les « actes crapuleux » commis à l'encontre des exploitations, que « les actions de nature idéologique, qu'il s'agisse de simples actions symboliques de dénigrement du milieu agricole ou d'actions dures ayant des répercussions matérielles ou physiques ».

Le ministre de l'Intérieur en a donné très officiellement le coup d'envoi en décembre, lors d'un déplacement dans le Finistère, en même temps qu'il lançait des observatoires départementaux de l'agribashing. « De plus en plus, nos agriculteurs sont visés par des intimidations, des dégradations, des insultes. Des individus s'introduisent dans leurs exploitations et les bloquent », argumente Christophe Castaner en préface du dossier présentant le dispositif.

Les services de la gendarmerie font état, pêle-mêle, de plus de 15 400 atteintes en 2019 commises sur les fermes installées en métropole (440 000), entre autres 7 403 vols sur exploitations, 1 609 cambriolages, 24 vols avec violences, 710 vols de véhicules ou encore 1 776 dégradations.

« S'agissant des infractions à motif idéologique, précisent-ils, la gendarmerie a constaté une vingtaine de cas répertoriés, essentiellement des intrusions et/ou libérations d'animaux. » Avec la création d'une cellule dédiée, les gendarmes entendent « améliorer (leur) coopération avec le monde agricole, mieux connaître les groupes extrémistes et gagner en efficacité ». Tout ce travail s'appuie sur une convention signée avec la FNSEA et son syndicat affilié, Jeunes agriculteurs (JA), lesquels s'engagent à faire travailler leurs réseaux « en étroite collaboration avec cette cellule ». On l'imagine bien : au-delà, Demeter ne passe pas. La structure, qui emprunte son nom à la déesse grecque des Moissons, sème même un sacré vent de colère.

AU SERVICE D'INTÉRÊTS PRIVÉS

Dans une tribune, publiée en janvier par le magazine en ligne Reporterre (reporterre.net), une trentaine de figures écologistes, paysannes et environnementales fustigent la démarche. Parmi



JEAN-CLAUDE MOSCHETTURA

elles, Jean-François Julliard, président de Greenpeace, Daniel Cueff, maire de Langouët, premier à avoir établi un arrêté municipal antipesticide, ou encore Khaled Gaiji, président des Amis de la Terre.

« Le gouvernement a créé une cellule militaire pour surveiller les opposants à l'agro-industrie, accusent-ils. Volontairement, M. Castaner mélange la délinquance vile, les occupations de terres agricoles par des gens du voyage, les actions antifourrure ou antichasse. C'est mettre sur le même plan criminel le vol, le droit des populations nomades et celui de la critique sociale et politique. » Tous dénoncent la mise au service d'intérêts privés d'une force policière. « Améliorer la coopération avec le monde agricole et recueillir des renseignements (...) signifie l'intimidation accrue de tous les adversaires décidés de la FNSEA », relèvent les signataires.

« Demeter englobe peut-être trop de choses, mais certains activistes se sont inscrits d'eux-mêmes dans le domaine des illégalités », défend Étienne Gangne-

ron, vice-président de la FNSEA. « C'est eux qui ont franchi le pas en rejoignant les délits de droit commun. » Ciblées, singulièrement, les actions menées par les activistes vegan et antispécistes. « Quand L214 filme un abattoir pendant 40 heures pour n'en sortir qu'un extrait de 1,30 minute ne retenant que ce qui s'est mal passé, c'est d'une violence terrible pour les éleveurs. C'est une attaque profonde et caractérisée des activités professionnelles. »

ASSOCIATIONS SOUS SURVEILLANCE

Les vegan, cependant, ne sont pas seuls concernés dans l'affaire. Le 26 janvier, la cellule Demeter rendait visite, à leur domicile, à Sylvie Nony, coprésidente de l'association Alerte pesticides haute Gironde (également signataire de l'appel), et à son compagnon, Henri Plandé, pour discuter de la façon dont se préparaient les états généraux de leur association. « Le sergent-chef – un brave homme, mais accompagné d'un gars armé – avait appelé Henri pour prendre rendez-vous, ra-

conte Sylvie Nony. La discussion est restée très sympa même si les questions posées étaient des plus étranges. » Si vous manifestez, comptez-vous tout casser dans la rue ? Comment fonctionne votre organisation ? L'association, aujourd'hui, s'en pose d'autres. « Avons-nous volé des GPS ou des tracteurs ? Avons-nous fait des tags agressifs ou stigmatisé des agriculteurs ? (...) Non, trois fois non. Sauf si le simple fait d'organiser un débat sur l'usage intensif dans notre région de pesticides dangereux rentre dans cette catégorie. »

Mis en œuvre parallèlement par les préfectures, les observatoires départementaux de l'agribashing n'offrent rien pour calmer les humeurs. Eux aussi rassemblent police, gendarmerie et structures agricoles. Et eux aussi ciblent pêle-mêle délinquance et actions militantes. « La dénonciation des produits autorisés en viticulture par un certain nombre de collectivités ou d'associations est considérée par beaucoup comme le point de départ des difficultés rencontrées par les agriculteurs », explique ainsi Fabienne Buccio, préfète de Gironde, dans sa note de présentation. « Par ailleurs, les exploitations agricoles sont victimes d'atteintes aux biens ciblés (vols de GPS, de tracteurs...) », poursuit-elle.

En Ardèche, la Confédération paysanne s'en alarme, à la suite d'une réunion organisée fin janvier par la chambre d'agriculture. « Lorsque je suis arrivée, j'ai eu la surprise de voir 8 ou 9 gradés dans la salle », explique Carole Pouzard, porte-parole de la structure dans le département. Policiers et gendarmes parlaient « plutôt sûreté et protection. La préfecture et la chambre d'agriculture, elles, focalisaient sur l'agribashing ». Une absurdité, relève la militante, qui note que la préfète elle-même a reconnu, dans la presse, qu'aucun acte d'agribashing n'était à déplorer dans le département. La démarche, surtout, est contre-productive. S'il n'est pas faux que le rapport entre paysans et consommateurs devient dur, note Carole Pouzard, c'est avec ces derniers qu'il faut en discuter. « Pour en finir avec les incompréhensions, ce sont les citoyens qu'il faut inviter dans les chambres, pas la police. » ★

M.-N. B.

Des personnalités alertent : « Volontairement, M. Castaner mélange la délinquance vile, les occupations de terres agricoles par des gens du voyage, les actions antifourrure ou antichasse. »